



Le 24 mars 2022

**Retraité.es nous serons dans la rue
pour nos pensions, la santé et les services publics**

Le 24 mars 2022, dans toute la France nous manifesterons pour dire notre colère et nos revendications. En pleine période électorale présidentielle et législatives, nos 9 organisations tiennent à imposer le social dans l'actualité et rappellent leurs revendications.

Pouvoir d'achat : Nos pensions « décrochent »

En 10 ans nous avons perdu près de 10 % du montant initial de nos pensions. Les retraités **ne sont pas un coût mais une richesse** : les pensions qu'ils perçoivent sont un droit issu des cotisations versées au long de leur vie de travail et elles alimentent le dynamisme de l'économie. **Nous avons droit à une pension** qui permet de faire face au coût de la vie qui explose actuellement. **Retour à l'indexation de nos pensions sur les salaires !** C'est cette désindexation, depuis 1987, qui a entraîné une baisse continue des revenus des retraités. Alors que les entreprises du CAC 40 ont enregistré 137 milliards d'euros de profit en 2021, que les grandes banques ont réalisé plus de 31 milliards d'euros de profit, il est inadmissible que des retraité.es perçoivent moins de 800 euros par mois. **Pas de pension inférieure au SMIC**

- **Rattrapage des pertes de pouvoir d'achat** équivalant à un mois de pension par an
- **Annulation de la hausse de la CSG** de 1,7 point décidée par le gouvernement actuel en 2018 !
- **Rétablissement de la ½ part fiscale** supplémentaire pour l'impôt sur le revenu pour toutes les personnes vivant seules et ayant élevé seules au moins un enfant
- **Amélioration des pensions de réversion** portées à 75 % sans conditions de ressources et extension aux pacsés et concubins.

Santé

Pourquoi a-t-il fallu le scandale ORPEA pour que les médias s'intéressent à la situation des personnes très âgées dans les EHPAD, situation que nos organisations dénoncent depuis des années ? La situation sanitaire des EHPAD est le résultat d'un sous-investissement de l'Etat et des régions. **La situation de l'hôpital public inquiète profondément les retraités** car nous sommes persuadés que des milliers de décès auraient pu être évités si 1 700 postes n'avaient pas été supprimés l'an passé et plus de 100 000 autres dans la dernière décennie : on meurt du manque de lits de réanimations autant que de la COVID19 elle-même.

Nos 9 organisations exigent :

- **La prise en charge de l'autonomie** par l'Assurance maladie de la Sécurité Sociale et la création d'un grand service public de l'autonomie.
- **La création de lits d'EHPAD dans le secteur public** pour faire face aux besoins et arriver à 1 soignant pour 1 résident alors que nous sommes à 0,63 actuellement.
- **Une meilleure formation et rémunération pour les personnels** médico-sociaux et la **création de 300 000 postes dans le secteur médico-social,**

Les droits et les services publics

Les Retraités veulent vivre avec des services publics de proximité.

Nous refusons la dématérialisation à outrance des relations avec les administrations et les services : Non au tout-internet ! Près d'une personne sur quatre n'a ni ordinateur ni tablette, il faut avoir la possibilité de rencontrer un agent pour avoir un accompagnement.

Le 24 MARS Rassemblement départemental
10 h 30 Sous-Préfecture de LORIENT